



La pyramide Djoser à Saqqarah, Égypte, 1998.

# Méditerranée

## Deux mois avant les révolutions arabes

Par Anh-Gaëlle Truong

Photo Marc Deneyer

En septembre 2010 à Poitiers, l'Université internationale d'été «Changer de voie» fut le théâtre de riches échanges sur la Méditerranée. Constats dérangeants et pistes pour une nouvelle voie méditerranéenne, ces propos apparaissent aujourd'hui éclairés par la mise en branle du monde arabe.

**A**u sein de l'Université internationale d'été de Poitiers en septembre 2010, «Au-delà du développement IV - Changer de voie», s'est tenu un cercle réflexif sur la Méditerranée. Ce cercle, composé d'une quinzaine de personnes, a duré six heures les 28 et 29 septembre et s'est tenu à la présidence de l'Université de Poitiers.

La moitié des participants<sup>1</sup> de ce cercle ont alors littéralement ouvert les yeux de l'autre moitié<sup>2</sup> : façades démocratiques en Tunisie et en Algérie, coopérations parfois absurdes entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée, entraves unilatérales entre les deux rives. Certains ont exprimé leur stupéfaction : «*C'est bien de nous ouvrir les yeux mais je me sens désemparée. On nous manipule ici, les gens là-bas sont manipulés. Comment faire pour efficacement changer les choses ?*» s'inquiétait une étudiante. «*Je vais de surprise en surprise. Et je me rends compte qu'on n'est même pas à côté de la plaque, on est au-delà*», concluait un autre.

À la lumière des révoltes qui agitent le monde arabe depuis décembre 2010, cette surprise exprimée par quelques Poitevins devant ces réalités dévoilées semble représentative du recadrage brutal que les révoltés tunisiens ont imposé deux mois plus tard aux esprits des citoyens européens.

### DÉMOCRATIES OUVERTES DE 8 H À 20 H

Nozha Sekik est ethno-anthropologue à l'Institut national du patrimoine de Tunis. Elle a décrit aux participants du cercle l'écran de fumée démocratique placé par Ben Ali entre la Tunisie et l'Europe. Par exemple, au regard de l'opinion internationale, le fait que la Tunisie compte 9 200 associations paraît extraordinaire, «*mais, précise-t-elle, nous appelons ces associations des OG, des organismes gouvernementaux qui ne sont là que pour montrer aux autres qu'il y a une société civile*». Elle évoque aussi le statut des femmes tunisiennes : «*Il est privilégié, certes, mais c'est surtout un alibi pour recevoir des aides de l'Europe. Et, en même temps, ce statut nous met dans une cage dorée. On nous traite d'enfants gâtées quand nous demandons de nouvelles améliorations*». Quant à la chasse aux islamistes, «*il faut dire que dans la foulée, il y a eu la chasse aux démocrates*».

Pour Nozha Sekik et les Tunisiens, tout cela participait à «*la parade de la liberté et de la transparence*» orchestrée par le gouvernement. «*Comment parler de citoyenneté quand la société civile tunisienne n'est faite que d'habitants qui ne sont en rien concernés par les décisions politiques ?*» Quand le seul lien entre le gouvernement et la population est la peur. «*Peur de ne plus avoir tel budget, telle aide, tel privilège*».

En Algérie aussi, la démocratie est une illusion. «*L'Algérie est démocrate jusqu'à 20 h... quand les*

*observateurs rentrent à l'hôtel*», résume Ahmed Djebbar. Pourtant, le professeur émérite de l'Université de Lille, ex-ministre de l'Éducation nationale en Algérie, raconte une apparente liberté de la presse avec 45 titres de journaux et la possibilité de s'exprimer librement dans les familles, dans la rue. «*Cela donne l'espoir que les choses peuvent changer. Mais dans les faits, le système est verrouillé*». Ce verrouillage, raconte-t-il, est basé sur la surveillance quotidienne exercée par le ministère de l'Intérieur de toute velléité citoyenne et de son étouffement dans l'œuf. Ceci, sans violence et avec une discrétion telle que «*certains citoyens ne s'en rendent pas compte*». Nozha Sekik rappelle, en outre, que les États partenaires n'étaient pas dupes. «*Les gouvernements européens font semblant : ils savent exactement ce qui se passe et entretiennent malgré tout de bonnes relations*».

### COOPÉRATIONS UBUESQUES

La coopération décentralisée désigne l'établissement de relations de long terme entre les collectivités territoriales françaises et étrangères, formalisées par des conventions. Pour Nozha Sekik, ces coopérations «*donnent peut-être bonne conscience aux politiques qui les signent mais je dois dire que l'impact sur les pays n'est pas considérable*». Pour elle, ces coopérations sont trop «*étatiques*» : «*Du moment que la Communauté européenne donne l'argent aux gouvernements, la société civile reste à l'écart. Quand un habitant x en profite, il sait très bien que les trois-quarts du budget ont déjà disparu*». Et elles sont parfois absurdes. L'anthropologue évoque un programme qui s'est déroulé en 2010 dans un village du nord de la Tunisie : «*Des experts français sont venus pour faire de la formation à des potières. Rien que ça, on était plié de rire. Mais l'office de l'artisanat ne pouvait pas rire, parce que ce programme signifie des rentrées d'argent*». Ces experts français ont décidé, après avoir voulu en vain faire changer le mode de cuisson utilisé depuis toujours par les potières, de payer la construction d'un four avec le budget du projet de coopération décentralisée. «*C'était un four à pain qui a cramé toutes les poteries et qui a été immédiatement abandonné*».

### MODERNISATION IMPORTÉE

En Algérie, comme en Tunisie, les gouvernements ont importé la modernité, avec son lot de bienfaits mais aussi de problèmes. Aussi, en Algérie, comme le précise Ahmed Djebbar, «*la ville a envahi les campagnes, avec l'accord des habitants puisqu'on leur apporte un modèle de bien-être. Mais c'est aussi un modèle d'assistanat total, à tel point qu'une des expressions courantes des intellectuels algériens est qu'on a transformé notre peuple en tube digestif*».

L'Actualité Poitou-Charentes a consacré un dossier à l'Université internationale d'été 2010 dans le n° 91 (janvier 2011) où s'expriment Nicole Lapierre, José Gualinga, Doudou Diène et Paul Cilliers.

1. Edgar Morin, Ahmed Djebbar, Nozha Sekik, Maria Angeles Roques, Senen Florensa, Victor Topanou.

2. Des étudiants, des retraités, des fonctionnaires, des salariés du Poitou-Charentes.

Et, dans les campagnes du Maghreb, Edgar Morin rappelle que l'agriculture industrielle connaît un développement forcené et qu'elle a, avec la monoculture destinée principalement à l'exportation, détruit la paysannerie.

### CIRCULATION ENTRAVÉE

Tous les représentants des pays du Maghreb mais aussi de l'Afrique subsaharienne présents dans ce cercle réflexif ont évoqué avec une émotion mêlée de colère les entraves placées par l'Europe et très spécialement la France à leur liberté de circuler. «Comment voulez-vous que nous nous rencontrions, que nous discutons quand vous, il vous suffit d'une carte d'identité pour venir chez nous et que moi je dois attendre 48 heures ou 72 heures pour avoir un visa ?», note Nozha Sekik en soulignant que le pire des pays pour obtenir un visa est la France.

Victor Topanou, ancien ministre de la Justice du Bénin, renchérit : «Nous, Béninois, voyageons plus vers l'Amérique du Nord que vers la France. Il faut deux heures pour obtenir un visa canadien et 8 jours pour obtenir une réponse des Français qui est à 80 % négative.» Ahmed Djebbar, quant à lui, n'a pas pu faire venir sa sœur d'Algérie pour assister au mariage de sa fille : «Ce n'est plus l'Europe, ni la France que nous connaissions, qui nous permettaient de rêver.» À ces

difficultés s'ajoutent les contrôles dans les aéroports. En arrivant en France en septembre 2010, Nozha Sekik a dû subir, en plus des contrôles de routine des douanes, un contrôle de tous les passagers dans son avion venu de Tunis : «Qu'est-ce que cela signifie ? Que nous étions tous soupçonnés d'être des terroristes ? Et, alors que j'ai toujours passé tranquillement la douane, là ils ont fouillé toutes les valises.» Résultat, une heure et demie de retard. «Mettre à l'écart les gens ainsi n'arrête pas les envies des clandestins de partir. Et cela entretient un climat de conflit et de séparation.» Edgar Morin ajoute que la régression européenne sur ses nationalismes et la xénophobie n'arrangeaient pas les choses.

Et pourtant Ahmed Djebbar rappelle que les Algériens ne repoussent pas la culture française, au contraire : «Cette culture est encore un ballon d'oxygène. La France a rouvert son centre culturel et, bonne nouvelle, on y vole des livres ! Des familles algériennes regardent TF1 et pas la télévision algérienne. Beaucoup regardent aussi les documentaires de la télévision française sur les massacres de Sétif ou Kelma...» Pour Nozha Sekik, «le lien le plus important entre les deux rives est la télévision. Si bien que l'amalgame entre islam et islamisme régulièrement fait par les médias français est insupportable.»

Fausse démocratie, coopérations détournées et sans impact, modernisation irréfléchie et repli de l'Europe sur ses nationalismes, ces constats font vraiment penser, comme l'annonce la présentation de ce cercle réflexif, que «la Méditerranée s'efface comme dénominateur commun». Pourtant des pistes sont lancées. Edgar Morin évoque la nécessité de se saisir de l'idée d'une *matrie* méditerranéenne tandis que Senen Florensa rappelle où en est la construction d'une union méditerranéenne. ■

## Ahmed Djebbar cinq mois après

L'Actualité Poitou-Charentes a demandé à Ahmed Djebbar si les révolutions arabes avaient changé sa manière d'envisager la Méditerranée ? Voici sa réponse : «La situation dans les pays arabes de la rive sud de la Méditerranée n'a cessé de se dégrader depuis deux décennies au moins. Et, grâce à nos liens particuliers avec des citoyens de ces pays et à nos lectures, un certain nombre d'entre nous (des personnes originaires de cette région) étions informés du malaise multiforme qui s'exprimait en Égypte, en Tunisie, au Yémen, au Maroc, en Algérie et dans d'autres pays qui n'ont pas encore fait l'actualité des médias. Ce qui s'est passé dans les deux premiers pays ne nous a donc pas étonné. La surprise est venue plutôt de Bahreïn et de Libye. Quoi qu'il en soit, rien n'a changé dans ma per-

ception de la Méditerranée et des pays qui l'entourent : dans les relations extérieures, trop d'inégalités parce que trop d'intérêts nationaux ou régionaux entrant en jeu et intervenant comme des facteurs paralysant les processus internes des sociétés arabes de la Méditerranée. À l'intérieur de ces pays, trop d'inégalités, de corruption, d'injustice, de mauvaise gouvernance, dans un contexte d'étouffement, au quotidien, de l'expression des sociétés civiles de ces pays et de neutralisation de leurs capacités d'organisation.

Devant ce constat, je ne peux qu'applaudir au changement d'abord à l'intérieur des sociétés arabes de la Méditerranée puis, il faut l'espérer, dans ses rapports avec son double environnement immédiat : européen et africain.»



Claude Pauquet

# «Aimer la Méditerranée comme une mère»

**E**dgar Morin a attentivement participé à ce cercle réflexif, les 28 et 29 septembre 2010. Il a proposé plusieurs orientations visant à la fois à réunir les deux rives de la Méditerranée et à adopter une modernité enveloppante.

**SYMBIOSE DES VALEURS.** «Ne peut-on pas interroger une voie symbiotique ? Conjuguer le meilleur du Nord de la Méditerranée et des cultures du Sud. Au Nord, ce serait la liberté, des égalités, l'humanisme et la laïcité. Du Sud, je dirais la solidarité, l'entraide, l'hospitalité, l'honneur aussi qui me semble très important.

## QU'EST-CE QU'UN CERCLE RÉFLEXIF ?

Rappelons que l'Université internationale d'été s'inscrit dans la continuité des universités européennes initiées en 2001 par Alfredo Pena Vega et Edgar Morin. Depuis 2006, elles se déroulent en Poitou-Charentes, organisées par l'Institut international de recherche, politique de civilisation, avec l'appui de l'Espace Mendès France, et le soutien de la Région et de la ville de Poitiers. Leur objectif est exprimé dans le texte de présentation de l'UIE 2010. Il s'agit de «confronter les résultats des participants dans une perspective interdisciplinaire, voire dans une démarche de transgression de leurs limites afin de parvenir à une conception transdisciplinaire organisationnelle». La version plus simple de cet objectif est exprimée un peu plus loin : «articuler les savoirs en une vision nouvelle». Pour ce faire des chercheurs de toutes disciplines, des praticiens, des acteurs politiques venus du monde entier sont réunis pour un processus d'apprentissage collectif. Celui-ci prend la forme d'espaces de réflexion et d'échanges, les cercles réflexifs.

## MODERNISER ET DÉ-MODERNISER.

La modernité, même si c'est une idée floue, est en crise dans les pays du Nord, on ne peut pas l'apporter comme solution merveilleuse. La dé-modernisation au Sud signifierait de sauvegarder un minimum d'agriculture vivrière, de paysannerie, des traditions artisanales, une économie qui ne soit pas entièrement livrée au capitalisme, à l'industrialisation, à la rentabilité, etc. D'autant plus que les pays du Sud résistent, par leur art de vivre, à tout ce qui est intensification, rentabilité, chronométrie, etc. On y aime le farniente, la place publique, le parler. La modernité économique tend à détruire ces valeurs primordiales. Elles existent encore au Maroc mais ont disparu en Grèce. Bien entendu, il faut prendre tout le positif de cette modernité mais la limiter par son contraire.

J'ajouterai que le développement doit aller de pair avec l'enveloppement, l'enveloppement dans son identité, dans sa culture, dans le rapport avec autrui, etc.

## DÉMYTHIFIER ET RE-MYTHIFIER.

Démythifier, c'est en finir avec l'idée d'harmonie, de perfection, la beauté, l'acropole, la philosophie, la raison. Bien entendu, la Méditerranée a produit tout cela mais elle a aussi produit le contraire : chaos, violence, intolérance, les monothéismes monolithiques. Je comprends que les gens du Nord rêvent aux pays où fleurit l'orange mais, re-mythifier, c'est redonner à tous les riverains de la Méditerranée, à travers leurs différences formidables, l'idée que cette mer est une mère. Car, nous le savons, il ne peut y avoir de fraternité sans maternité. Et s'il y a un élément mythiquement ma-

ternel, c'est l'eau. Ces eaux-mères ont fait tellement de civilisations. Nous avons donc besoin de retrouver une communauté dans notre diversité en aimant la Méditerranée comme une mère.

**L'IDÉE CONFÉDÉRALE.** Alors que l'Europe s'est plus ou moins confédérée, de voir ces pays du Maghreb ayant une langue commune et n'arrivant absolument pas à s'entendre est incompréhensible. Les forces centrifuges sont toujours très fortes par rapport à une nécessité de conjonction. Mais toutes les questions peuvent être surmontées. Comment rêver à une union, s'il n'y a pas un minimum d'entente confédératrice ? Il faut pousser l'idée confédérale, dans tous les domaines, partout.

**ISLAM.** La situation actuelle favorise tout ce qui est réducteur : on réduit toute personne née dans l'islam à un islamiste, un islamiste à un intégriste, un intégriste à un terroriste. Nous devons lutter contre cette vision réductionniste et manichéiste car elle progresse d'une manière terrifiante en Europe.

**LE CANCER.** Il reste ce conflit israélo-palestinien. Je l'ai appelé cancer parce que quand deux nations naissent sur le même sol et que l'une empêche l'autre d'exister, la situation produit des métastases. Ces métastases sont l'antijudaïsme qui a déferlé sur le monde arabo-islamique alors qu'il n'existait pas et l'anti-islamisme qui déferle non seulement sur le monde juif mais aussi sur le monde évangélique. On ne peut pas faire mine d'ignorer cela en parlant d'union de la Méditerranée : elle en souffrira car les uns voudront exclure Israël de toutes les réunions et les Israéliens continueront, eux, à faire leur politique.»

## Nozha Sekik doute

**J**e n'imagine pas une fraction de seconde que les jeunes Tunisiens de 18 ans vont vous écouter leur dire qu'il faut revenir à l'agriculture, même bio, et à l'élevage des moutons. Il y a des ordinateurs et des cybercafés partout – Ben Ali a décrété qu'il fallait un ordinateur par famille. Il y a des paraboles partout et chacun a au moins dix chaînes de télévision à sa disposition. Ces jeunes ont un regard direct sur le monde et ont les exigences de n'importe quel jeune d'aujourd'hui. Leurs modèles, c'est Carrefour, Bricorama, Casino. Ils se fichent éperdument

de retourner à l'agriculture. Évidemment, ce serait formidable de ramener certains vers une ruralité qui n'existe plus. Mais c'est le résultat d'une volonté politique : Bourguiba disait "on est néo, on n'est pas archéo". Et "archéo" ça voulait dire être à la campagne. Ce n'est peut-être pas trop tard pour faire revenir des jeunes à l'agriculture mais cela signifie tout un travail. Ni eux ni leurs parents n'ont cette volonté de revenir à un territoire autre que la ville. Si ce n'est pas Tunis ou une autre grande ville de Tunisie, leur idéal, c'est Paris ou Marseille.»



Noémie Pignatelli